

LA TRÈS FORTE CROISSANCE DU NOMBRE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES AU VENEZUELA

Jean-Christian Tulet
GRAL-CNRS, France

Selon les derniers recensements agricoles, le nombre total des exploitations vénézuéliennes ne cesse d'augmenter depuis une génération, passant de 284 283 en 1972, à 381 276 en 1984/85 et 500 959 en 1997/98. Cette croissance tout à fait considérable de 216 676 exploitations au total, n'est pas liée à l'augmentation de la surface appropriée. Cette dernière, alors qu'elle demeure très faible par rapport à la surface du pays, n'augmente que modérément entre 1971 et 1984/85 et diminue même au cours de la dernière période, avec 26,5 millions d'hectares en 1972, 31,3 en 1984/85 et 30,1 en 1997/98¹. Il n'existe donc pas de relation entre croissance du nombre des exploitations agricoles et surface appropriée, contrairement à que l'on aurait pu supposer, en particulier par l'intermédiaire de fronts pionniers pourtant présents et actifs.

Dans un pays où la population est désormais essentiellement urbaine, une telle évolution peut surprendre, d'autant que l'agriculture a subi toutes les avanies possibles depuis l'irruption du pétrole dans la vie nationale. Ne parle-t-on pas dans ce pays d'une "agriculture portuaire", afin de souligner la place des importations de denrées alimentaires dans la consommation des vénézuéliens ? Tel ministre, pendant la grande période de "bonanza" n'évoquait-il pas de régler définitivement tous les problèmes de l'agriculture en achetant 200 000 cadenas, afin de fermer les exploitations agricoles encore survivantes, la richesse du pays permettant selon lui d'acheter à l'extérieur tout ce dont le pays avait besoin ? En dépit de conjonctures souvent défavorables, de l'abandon dans lequel la plupart des agriculteurs ont été laissés, de politiques agricoles plus clientélistes que véritablement tournées vers le développement, cette agriculture

a pourtant trouvé les moyens de subsister. La croissance du nombre des exploitations manifeste ainsi une vitalité tout à fait remarquable dans un des contextes nationaux supposés être parmi les plus défavorables.

Certes, les données au niveau du pays dissimulent des évolutions très différentes selon les régions : la croissance du nombre des exploitations ne s'effectue pas nécessairement là où l'on pourrait l'attendre. De fait, en donnant à la dynamique agricole nationale des contours assez spécifiques, celle-ci bouscule toujours davantage un certain nombre de présupposés encore vivaces. Les données disponibles permettent de mettre en cause les schémas trop souvent colportés sur le maintien de la domination du binôme minifundio/ latifundio et sur la concentration de la propriété au profit des plus grands.

A) LE RENFORCEMENT DU NOMBRE DES EXPLOITATIONS PETITES ET MOYENNES

Avec un surface totale à peu près stable, la croissance du nombre des exploitations s'effectue par fractionnement de plus en plus accentué de la surface appropriée. La moyenne par unité productive diminue fortement, avec 92 ha en 1972, 81,6 en 1984/85 et 60,1 en 1997/98. Certes, si ces valeurs témoignent d'une tendance tout à fait claire, il est évident qu'elles ne sont qu'indicatives, le Venezuela ayant eu longtemps la réputation d'être parmi les pays où la répartition de la propriété foncière était parmi les plus inégales de l'Amérique latine. Elles pourraient ainsi dissimuler une concentration de plus en plus poussée de la terre au profit d'une minorité de grands propriétaires et l'émiettement de plus en plus grand du reste des exploitations.

La permanence d'une telle situation pourrait également supposer le maintien du fameux binôme latifundio/minifundio. Il faut tout d'abord rappeler que celui-ci implique une interdépendance des deux parties, le grand propriétaire ayant

¹Toutes les données chiffrées sont extraites de : República de Venezuela, Oficina Central de Estadística e Informática (OCEI) - *V censo agrícola* (1988) et *VI censo agrícola* (1998, version sur disquette).

besoin de la main-d'œuvre des minifundistes et ces derniers n'ayant pas d'autre alternative que de vendre leur force de travail au premier, pendant quelques mois ou davantage. Ce mode de fonctionnement a été mis à mal par l'exode rural. Désormais les populations rurales, démunies ou pas, disposent de la possibilité d'émigrer en ville, ce qui change tout. Leur dépendance vis-à-vis du grand propriétaire, autrefois exclusive dans la recherche de ressources extérieures à leur exploitation, ne peut plus exister dans ses formes traditionnelles. Il s'est produit une évidente émancipation du travailleur salarié. De fait, beaucoup parmi les agriculteurs, quelle que soit la taille de leur exploitation, se plaignent de la rareté de la main-d'œuvre et de son corollaire, des salaires trop élevés qu'ils doivent verser à leurs employés, ce qui constituerait, selon eux, un frein très important au développement de leurs activités.

L'examen des données parmi les plus élémentaires du recensement démontre l'absence d'une évolution allant vers le renforcement exclusif des catégories les plus extrêmes. Toutes, pratiquement, augmentent en valeur absolue entre 1970 et 1998. Seules les plus grandes, supérieures à 2 500 ha, voient leur nombre diminuer. Quant à celles situées entre 1 000 et 2 500 ha, après avoir connu une croissance relative entre 1970 et 1984/85, elles subissent un recul marqué au cours de la période la plus récente.

Tableau No. 1

Evolution du nombre des exploitations agricoles vénézuéliennes selon leur taille de 1971 à 1997/98					
Categ. de taille (ha)	1971	1984/85	1997/98	% 1971	% 97/98
<1	13.134	31.493	42.758	4,6	8,5
1<2	32.802	48.566	70.663	11,5	14,1
2<5	75.842	89.651	128.821	26,7	25,7
5<10	49.395	59.820	75.282	17,4	15,0
10<20	41.358	49.542	59.354	14,6	11,9
20<50	32.414	39.714	51.659	11,4	10,3
50<100	14.308	20.919	27.318	5,0	5,5
100<200	8.340	14.472	18.565	2,9	3,7
200<500	7.903	13.283	15.587	2,8	3,1
500<1.000	3.883	5.784	6.027	1,4	1,2
1.000<2.500	2.914	3.697	3.458	1,0	0,7
2.500<5.000	1.120	1.179	960	0,4	0,2
>=5.000	870	732	527	0,3	0,1
Total	284.283	378.852	500.979	100	100

Sources: OCEI- Censos agrícolas.

Dans cette croissance quasi généralisée, il faut souligner celle des exploitations les plus petites, inférieures à 2 ha, qui progressent de 16,1 % en 1971 à 22,6 en 1997/98. Toutefois, cela ne signifie pas obligatoirement une aggravation de la pauvreté dans les campagnes. Seule une analyse des spécificités de cette catégorie permettrait de faire la part entre ceux qui vivent misérablement sur une parcelle aussi exiguë, ceux pour qui celle-ci ne constitue qu'un héritage sans grande signification économique et enfin ceux pour qui la même surface constitue le support d'une spécialisation intensive, comme c'est le cas dans une bonne partie des Andes (horticulture, floriculture) ou dans la Région centrale (élevage intensif porcin, avicole).

Cette augmentation des petites unités dans l'ensemble national n'est d'ailleurs pas aussi exceptionnelle lorsqu'on l'examine à partir des données en valeur absolue. Dans ce cas, avec 67 500 unités supplémentaires depuis 1971, elle n'est guère plus élevée que celle des exploitations entre 2 et 5 ha, qui s'accroissent de 53 000 unités pendant la même période, tout en connaissant une légère érosion de leur place relative. La même situation se rencontre également à propos des catégories d'exploitations entre 5 ha et 50 ha, où la diminution relative de la part de chacune d'elle s'accompagne toutefois d'une croissance en valeur absolue. Ce n'est que dans les catégories supérieures à 50 ha et inférieures à 500 ha que l'on observe une augmentation à la fois des valeurs relatives et des valeurs absolues.

B) LA RÉGRESSION TRÈS IMPORTANTE DU POIDS DES PLUS GRANDES EXPLOITATIONS

Si l'on prend en compte l'évolution de la seule surface, la place occupée par les exploitations les plus petites, de moins de 10 ha, apparaît tout à fait mineure dans l'ensemble national. Elles couvrent moins d'un million d'hectares au total, tout en étant en progression sensible, en valeur relative comme en surface.

Tableau No. 2

Evolution de la superficie des exploitations agricoles vénézuéliennes selon leur taille de 1971 à 1997/98					
Categ. de taille (ha)	1971 superf. (ha)	1984/85 superf. (ha)	1997/98 superf. (ha)	% 1971	% 97/98
<1	6.121	12.265	20.777	-	0,1
1<2	37.311	54.278	83.678	0,1	0,3
2<5	218.746	259.855	373.464	0,8	1,2
5<10	314.909	376.566	481.418	1,2	1,6
10<20	511.593	605.245	748.337	1,9	2,6
20<50	917.550	1.124.559	1.516.983	3,5	5,0
50<100	920.140	1.347.536	1.810.573	3,5	6,0
100<200	1.050.662	1.827.154	2.442.875	4,0	8,1
200<500	2.291.200	3.846.805	4.636.937	8,7	15,4
500<1.000	2.533.584	3.724.850	3.989.406	9,6	13,3
1.000<2.500	4.270.979	5.346.382	5.044.539	16,1	16,8
2.500<5.000	3.447.946	3.686.447	3.118.401	13,0	10,4
>=5.000	9.949.393	9.066.213	5.803.804	37,6	19,3
Total	26.470.134	31.278.155	30.071.192	100	100

Sources: OCEI-Censos agrícolas

En fait, la régression très importante du poids des plus grandes exploitations constitue le phénomène majeur des dernières décennies, alors que leurs propriétaires ont dominé l'histoire agraire et l'histoire politique du pays depuis des siècles. Celles de plus de 2 500 ha représentaient plus de la moitié de la surface appropriée en 1972, elle n'est plus que de 30 % aujourd'hui. La chute la plus spectaculaire porte sur les exploitations les plus grandes, celles supérieures à 5 000 ha, qui perdent plus de 5 millions d'hectares en moins de trente ans. La régression, à peine observée au recensement de 1984/85, prend toute son importance ensuite et doit toujours se poursuivre, selon toute vraisemblance. Privée de sa main-d'œuvre "prisonnière" et perdant sa position hégémonique dans l'espace national, il semble bien que le "latifundisme de papa" soit en train de disparaître au Venezuela.

Les catégories intermédiaires, de 20 ha à 1 000 ha, prennent désormais une place qu'elles n'ont jamais eu. Elles représentaient 29,3 % de la surface et 7,7 millions d'hectares en 1972. En 1997/98 elles occupent 47,5 % de la surface totale (pourtant augmentée de 3,5 millions d'ha) et 10,6 millions d'ha ! Il faut souligner en particulier la progression tout à fait remarquable des exploitations situées entre 200 et 500 ha, qui passent de 8,7 % à 15,4 %, avec un doublement du nombre d'hectares (de près de 2,3 millions à plus de 4,6 millions). Progression très importante du nombre total des exploitations et renforcement des catégories d'exploitations intermédiaires aux dépens des plus grandes : tout cela témoigne d'un **changement profond des structures agraires du pays**.

C) DES DIFFÉRENCES RÉGIONALES TRÈS IMPORTANTES

L'évolution du nombre et de la surface des exploitations ne se produit évidemment pas de manière uniforme. Il existe toujours d'immenses territoires à peu près vides au Venezuela. Ces derniers sembleraient a priori particulièrement attractifs pour la création de nouvelles exploitations agro-pastorales. Pourtant, les données du recensement semblent indiquer que ces immenses régions ne manifestent pas de dynamisme particulièrement excessif. Il existe même des exemples assez importants de contraction du domaine approprié, ainsi en Amazonas avec 276 000 ha en 1984/85 et un peu plus de 90 000 ha en 1997/98. Dans ce cas précis, la chute semble à tel point considérable que l'on peut s'interroger sur sa véracité et s'il ne s'agit pas simplement d'une simple manipulation de chiffres ou d'un changement de statut purement formel. Mais d'autres Etats ont vu leur surface " agricole " reculer. Il en est ainsi, entre 1984/85 et 1997/98, d'une manière toutefois beaucoup plus limitée, dans les Etats d'Anzoátegui, d'Apure, dans le Delta Amacuro, le Guárico, le Portuguesa et d'autres encore. Seuls Barinas, Bolivar, Cojedes, Monagas, parmi les grands Etats encore peu occupés, voient leur surface agricole augmenter, en général assez faiblement.

L'analyse de données tirées du dernier recensement (tableau n°3) permet de classer la plupart des Etats du Venezuela en quelques grandes ensembles :

- Il existe encore de très vastes régions, avec seulement un très petit nombre d'exploitations n'occupant qu'une très faible part de la surface du territoire. C'est le cas de l'Amazonas, du Bolivar et du Delta Amacuro. Ces trois entités, couvrant au total 454 000 km², la moitié du territoire national, ne rassemblent que 38 000 exploitations (leur nombre est d'ailleurs en forte augmentation, en particulier dans le Bolivar) pour moins de 4 millions d'hectares, moins du dixième de la surface totale. Il existe donc encore au Venezuela des potentiels de développement tout à fait considérables. Le seul Delta Amacuro, avec 40 000 km², est plus vaste que le delta du Nil.

- D'autres Etats, de surface très importante, se caractérisent par le petit nombre de leurs exploitations, mais avec au total une surface tout à fait appréciable. C'est dans cette catégorie où l'on peut s'attendre à rencontrer en plus grand nombre les exploitations les plus vastes. C'est le cas des Etats d'Anzoátegui,

Apure, Barinas, Cojedes, Guárico. Ceux du Falcon, Portuguesa, Monagas et Zulia constituent un cas un peu à part, avec des exploitations en nombre beaucoup plus considérable.

En dépit, là encore, des potentialités toujours énormes, on constate que la part de ces exploitations dans l'ensemble national, n'a guère augmenté au cours de la dernière génération. Dans le cas de l'Anzoátegui, du Falcon, du Monagas et même du Zulia, elle a même régressé. Mais il faut rappeler que les rapports ne portent pas sur les mêmes chiffres et que le nombre total des exploitations a presque doublé entre 1971 et 1998. Il n'existe aucune région où le nombre des exploitations a diminué en valeur absolue.

En dépit, là encore, des potentialités toujours énormes, on constate que la part de ces exploitations dans l'ensemble national, n'a guère augmenté au cours de la dernière génération. Dans le cas de l'Anzoátegui, du Falcon, du Monagas et même du Zulia, elle a même régressé. Mais il faut rappeler que les rapports ne portent pas sur les mêmes chiffres et que le nombre total des exploitations a presque doublé entre 1971 et 1998. Il n'existe aucune région où le nombre des exploitations a diminué en valeur absolue.

Tableau No. 3

Part de chaque entité fédérale dans la surface totale, la surface appropriée et le nombre des exploitations en 1997/98			
	% surf. totale	% surf. approp.	% exploit
Distrito Federal	0,2	0,1	0,7
Amazonas	19,3	0,3	0,7
Anzoátegui	4,7	8,6	4,5
Apure	8,4	16,4	4,6
Aragua	0,8	1,3	2,3
Barinas	3,9	9,6	5,9
Bolívar	26,1	9,1	5,4
Carabobo	0,5	0,8	2,3
Cojedes	1,6	4,2	1,9
Delta Amacuro	4,4	0,4	0,9
Falcón	2,7	4,3	5,1
Guárico	7,1	15,0	6,3
Lara	2,2	2,9	6,8
Mérida	1,2	1,5	6,7
Miranda	0,9	0,8	5,9
Monagas	3,2	4,3	3,6
Nueva Esparta	0,1	-	0,2
Portuguesa	1,7	4,2	6,1
Sucre	1,3	0,7	5,8
Táchira	1,2	2,5	5,9
Trujillo	0,8	1,3	7,6
Yaracuy	0,8	1,7	4,4
Zulia	6,9	10,0	6,5
Total	100	100	100
Valeur absolue	(km ²) 912.050	(ha) 30.071.192	(nbre) 500.979

Sources: Calculs effectués à partir des données des recensements agricoles

- Un grand nombre d'autres Etats, en général de taille modeste ou très modeste, concentrent beaucoup d'exploitations sur une faible superficie. C'est dans ces derniers où l'on peut s'attendre à rencontrer le plus grand nombre de petites exploitations. Il s'agit

généralement de ceux situés dans les régions montagneuses. C'est le cas pour Mérida, Táchira, Yaracuy et Trujillo. Les 38 235 exploitations recensées dans ce dernier Etat, un des plus petits du pays (7 400 km², un et demi département français), forment la communauté de producteurs la plus nombreuse du Venezuela. Elles relèvent à près de 40% des catégories de moins de 2 ha avec, dans ce cas précis, une très forte probabilité que le maraîchage soit leur activité principale. Les Etats d'Aragua, Carabobo, Lara et Sucre se rattachent à ce groupe dans une moindre mesure, soit parce que le nombre de leur exploitation est plus faible, soit parce que ces Etats disposent de plus d'espace.

La seule distribution des exploitations selon leur taille au niveau national dissimule donc une réalité particulièrement contrastée, entre des régions où dominent les grandes et les moyennes exploitations (avec un renforcement de ces dernières) et des régions où dominent les plus petites. Cette opposition très marquée, pour banale qu'elle soit, est souvent ignorée ou passée sous silence. Elle tend par ailleurs à se renforcer encore.

D) LA GRANDE PROPRIÉTÉ DOMINE ENCORE EN 1950 DANS L'ETAT DE MÉRIDA

Mérida est assez représentatif de la situation andine en général, ce qui permet éventuellement de généraliser les observations à l'ensemble des trois Etats andins. De plus on dispose pour celui-ci de statistiques concernant l'évolution des exploitations agricoles depuis 1961, grâce à un travail universitaire², ce qui n'est pas toujours le cas en d'autres lieux, et même de quelques indications concernant le recensement de 1950³.

Ce dernier ne donne pratiquement pas d'information sur les exploitations de moins de 5 ha. Il est proposé tout au plus une estimation de ces dernières pour l'ensemble des Andes. Elles sont ainsi évaluée à 38 000 (soit entre 10 et 15 000 pour le seul Etat de Mérida), couvrant au total une superficie approximative de 150 000 ha. Pour la même année 1950, le recensement dénombre 8115 exploitations de plus de 5 ha, couvrant au total 473 212 ha. Le total des exploitations s'élèverait donc à quelques 50 000, pour une surface approximative de 520 000 ha. La distribution des unités de plus de 5 ha témoigne du maintien à cette date d'une répartition tout à fait inégale des ressources foncières:

- Les exploitations entre 5 et 8 hectares sont au nombre de 2 633, pour une surface totale de 19 987 ha, dont 10 414 en exploitation, soit 52%.

- Les exploitations entre 8,1 et 16 ha sont au nombre de 2 845, pour une surface totale de 33 492 ha, dont 18 197 en exploitation, soit 54%.

- Les exploitations entre 16,1 et 30 ha sont au nombre de 1967, pour une surface totale de 44 542 ha, dont 21 295 en exploitation, soit 48% .

² Picón Calderón Gerardo Ramon - *Visión agrícola de Mérida*, Instit. Iberoamericano de Derecho Agrario y Reforma Agraria, Fac. de Ciencias Jurídicas y Políticas, ULA, Mérida, 1993.

³ Dirección de Economía Agrícola del MAC - *Censo agropecuario de 1950*. Données extraites d'un document du " Consejo de Bienestar Rural " date de publication incertaine (dans les années 50).

- Les exploitation entre 30,1 et 100 ha sont au nombre de 1776, pour une surface totale de 98 642, dont 38.490 en exploitation, soit 39%.

- Les exploitations de plus de 100 ha sont au nombre de 670, pour une surface totale de 276 549 ha, dont 67 564 en exploitation, soit 25%.

Dès cette période, il existe dans la région Andine proportionnellement un plus grand nombre d'exploitations que dans le reste du pays, ainsi qu'une part plus grande des catégories petites et moyennes. Ce phénomène est d'ailleurs confirmé par les récits des observateurs, qu'ils soient contemporains ou antérieurs à cette période. Les plus grandes propriétés représentent toutefois l'essentiel, comme ailleurs à cette époque. Celles de plus de 100 ha couvrent 58% de la surface des exploitations de plus de 5 ha, alors qu'elle ne représentent que 8% du total. Si on leur ajoute celles de plus de 30 ha (ce qui est déjà relativement élevé dans le cas de la Montagne andine), le total s'élève à 75%, pour 30% d'exploitants de plus de 5 ha. Cela suppose un accès à la terre d'une très grande précarité pour un très grand nombre d'habitants des campagnes, même en tenant compte de la diffusion très importante de diverses formes de fermage et de métayage. Les petits paysans et les paysans sans terre n'ont encore que le départ vers les grandes villes comme seule alternative au travail salarié agricole. Il ne s'en privent pas. Pendant toute cette période, et encore pour quelques décennies, la montagne andine dans son ensemble demeure l'un des plus puissants foyer d'émigration du pays. La permanence d'un très fort accroissement naturel compense très largement ces départs.

Les grandes propriétés n'utilisent que très partiellement leurs disponibilités en terre, seulement le quart pour les plus grandes. Certes, la configuration de la montagne andine, avec de nombreux espaces inaccessibles ou inutilisables, l'existence de forêts et de nombreux parcours, en particulier dans le páramo, font qu'une bonne partie du territoire ne peut être le support d'aucune utilisation, ou seulement l'objet de pratiques culturelles très extensives, dans les conditions techniques et les débouchés du moment⁴. De plus, l'agriculture "conquera", l'agriculture itinérante, demeure toujours très largement pratiquée, y compris dans les grands domaines. Le maintien de ces pratiques culturelles traditionnelles explique également que, même parmi les plus démunis, près de la moitié de la surface ne soit pas mis en exploitation. Mais dans le cas des exploitations les plus grandes, la proportion de terres sans aucun usage est beaucoup plus élevée. Cela est le reflet d'une très grande sous-utilisation des potentialités locales et du désintérêt pour l'investissement agricole de la part des plus gros possédants. Il existe alors peu de spéculations agricoles susceptibles de provoquer un enrichissement : les productions se vendent mal, café compris, le maraîchage reste encore totalement inconnu. Par contre, la ville constitue un lieu

⁴ On pense, en particulier, à ces hautes vallées andines, qui sont encore à cette époque le domaine d'une agriculture et d'un élevage très extensif, et qui vont connaître un bouleversement total de leur économie avec l'arrivée des petits systèmes d'irrigation et l'introduction du maraîchage à partir des années 60.

d'enrichissement tout à fait remarquable pour ceux qui ont quelques ressources financières ou qui ont les moyens de les rencontrer. Son pouvoir d'attraction ne s'exerce donc pas seulement sur les plus démunis, bien au contraire. L'émigration affecte tout autant, sinon davantage, les populations les plus aisées des campagnes, qui se désintéressent de plus en plus de ces terres perdues au cœur des montagnes. La régression de la place de la grande propriété dans les Andes du Venezuela tient également à cet éloignement progressif, à ce désintérêt pour les activités agricoles et l'investissement foncier de la part des plus grands propriétaires. Beaucoup de paysans mettent à profit ce retrait de la vie rurale pour s'installer sur des terres de moins en moins sous contrôle.

E) LA PLACE DE PLUS EN PLUS GRANDE DE LA PETITE ET MOYENNE EXPLOITATION DANS L'ETAT DE MÉRIDA.

Selon le recensement de 1961, la superficie exploitée couvre 665 706 ha dans l'Etat de Mérida. Elle se contracte fortement jusqu'en 1985, avec seulement 443 232 ha, avant de se stabiliser, au moins temporairement à la période de 1997/98 (446 916 ha). Quant aux exploitations, leur nombre décline entre 1961 (26 898) et 1971 (22 702), se stabilise ensuite (23 811 en 1985) avant de croître très rapidement (33 636 en 1997/98).

Tableau No. 4

Evolution du nombre des exploitations agricoles dans l'Etat de Mérida selon leur taille de 1971 à 1997/98					
Categ. de taille (ha)	1971	1984/85	1997/98	% 1971	% 97/98
<1	1.676	1.653	4.594	7,4	17,7
1<2	2.526	2.830	5.229	11,1	15,5
2<5	5.637	6.991	9.055	24,8	27,0
5<10	4.075	4.558	5.788	18,0	17,2
10<20	3.534	3.427	4.387	15,6	13,0
20<50	3.295	2.563	2.916	14,5	8,7
50<100	1.052	999	990	4,6	2,9
100<200	493	456	410	2,2	1,2
200<500	273	235	193	1,2	0,5
500<1.000	87	71	57	0,4	0,2
1.000<2.500	50	23	15	0,2	0,1
>=2.500	4	5	2	-	-
Total	22.702	23.811	33.636	100	100

Sources: OCEI- Censos agrícolas.

Cette croissance du nombre des exploitations de plus de 40% par rapport à 1984/85, apparaît tout à fait exceptionnelle. Elle l'est d'autant plus qu'elle relève en totalité des exploitations les plus petites. Il est tout à fait clair dans ce cas précis que ces mouvements tiennent d'abord au renouveau agricole qui s'est produit dans la région, avec l'introduction du maraîchage et la reprise, bien que beaucoup plus modeste, de la caféiculture. Toutes ces activités nouvelles, ou rénovées, sont concentrées entre les mains des petits producteurs, qui disposent à présent d'une source de richesse d'un niveau rarement atteint. Il n'est plus question désormais, pour les enfants des heureux détenteurs de quelques hectares, de partir en ville, vers un destin aujourd'hui beaucoup

aléatoire. Ces enfants s'installent donc sur place, d'abord souvent au titre de métayers de leurs parents, avant de développer leur propre exploitation.

Tableau No. 5

Evolution de la superficie des exploitations agricoles dans l'Etat de Mérida selon leur taille de 1971 à 1997/98					
Categ. de taille (ha)	1971	1984/85	1997/98	% 1971	% 97/98
<1	732	769	2.305	0,1	0,5
1<2	2.866	3.231	6.349	0,5	1,4
2<5	16.707	20.590	26.948	3,2	6,0
5<10	26.841	29.109	37.830	5,1	8,5
10<20	44.941	42.853	56.674	8,5	12,7
20<50	96.344	72.480	83.745	18,2	18,7
50<100	67.145	63.450	65.003	12,7	14,5
100<200	61.159	56.208	52.072	11,6	11,6
200<500	72.226	63.319	54.600	13,7	12,2
500<1.000	56.340	45.149	36.297	10,7	8,1
1.000<2.500	66.782	32.494	19.516	12,7	4,4
>=2.500	16.000	13.580	5.577	3	1,3
Total	528.083	443.232	446.916	100	100

Sources: OCEI- Censos agrícolas.

Le total de la surface des exploitations de plus de 100 ha diminue depuis 1971. A cette date, ces dernières couvraient 272 507 ha, soit plus de la moitié de la superficie appropriée de l'Etat de Mérida (51,7%). En 1997/98, elles n'occupent plus que 168 062 ha, accusant une perte de 104 445 ha (37,6% du total), ce qui est tout à fait considérable. L'ampleur de la chute apparaît proportionnelle à la taille des exploitations. Celles de plus de 1 000 ha donnent l'impression d'être des objets en voie de disparition. Elles étaient 54 pour 82 782 ha en 1971, on n'en dénombre plus que 17 en 1997/98, sur 25 093 ha, moins du tiers de la surface initiale.

Cette diminution de l'importance des grandes propriétés s'effectue de manière régulière. Elle est la principale responsable de la contraction de la surface disponible entre 1971 (528 083 ha) et 1984/85 (443 232 ha), participant pour 61 757 ha à la baisse totale de 84 851 ha enregistrée pendant cette période. Elle est donc antérieure au renouveau des activités agricoles dans les Andes. Celui-ci n'a rien changé pour elles. Il semble que l'on soit bien là dans une tendance lourde, en relation avec les phénomènes déjà évoqués précédemment. Dans les Andes de Mérida, en dehors de quelques cas célèbres et bien répertoriés, on ne connaît que très peu d'exemples d'investissements importants agricoles dans le cadre de grandes propriétés.

L'atonie des grands domaines rescapés s'oppose fortement au dynamisme d'un très grand nombre d'exploitations de plus petite taille. Certaines font même preuve d'un dynamisme impressionnant et provoquent souvent un effet d'entraînement très rapide. Le maraîchage en donne une preuve flagrante. Autrefois totalement inconnue dans cette région et d'ailleurs

totalelement étranger aux habitudes culinaires locales⁵, il a demandé l'adoption de techniques nouvelles, ce qui a parfois provoqué beaucoup de difficultés. Aux débuts de cette période, d'aucuns ont parlé de la mise en application d'une "agriculture de catalogue". Ces difficultés ou ces problèmes ne sont d'ailleurs pas encore toujours résolus, comme en donne la preuve une consommation plus qu'excessive d'intrants de tous types.

Il est pourtant clair que les dernières décennies ont vu se produire un bouleversement radical des conditions de production de la part des petits et moyens producteurs des Andes. Tous, bien évidemment, ne participent pas à la même hauteur aux bénéfices. La pauvreté est bien loin d'avoir disparu. Mais il semble évident qu'elle a, pour le moins, partiellement reculé. Il en résulte un attrait indiscutable pour le travail de la terre, la multiplication des petites et moyennes exploitations en est la traduction. Elles bénéficient largement du recul des plus grandes. Celles de moins de 20 ha couvraient 92 087 ha en 1971 et 130 106 ha en 1997/98!

CONCLUSION

"Algunas comparaciones se imponen. En 1937, la clase latifundista estaba representada por 3 328 grandes hacendados, que controlaban 20 804673 hectáreas, cifra equivalente al 80 % de la tierra incorporado al dominio privado. Trece años más tarde, concretamente en 1950, la clase latifundista estaba representada por 3 422 grandes propietarios, que en conjunto poseían 17 403 120 hectáreas, es decir, el 79 % de la tierra en condiciones de cultivo y el 19 % del territorio nacional"⁶.

Cette citation tirée d'un ouvrage classique de l'historiographie vénézuélienne permet de mesurer les changements qui se sont produits au cours des dernières décennies⁷. Leur importance risque d'ailleurs d'être minimisée si l'on se contente d'une simple analyse des statistiques au niveau national. En dépit d'une décroissance très forte du poids représenté par la grande propriété (en nombre et en superficie détenue), en particulier pendant la période la plus récente, certains pourraient ainsi se voir confirmer la permanence, sous une forme atténuée, de leur domination, en maintenant le contrôle d'une part appréciable de la terre disponible, et donc des moyens de pression sur les très nombreux petits exploitants. Une analyse selon les Etats nous semble en mesure de relativiser ces appréciations. Il existe en fait des régions de grandes propriétés et d'autres où les petites exploitations tendent à devenir de plus en plus importantes. L'analyse de la situation dans l'Etat de Mérida éclaire la rapidité des changements en cours.

Il semble par ailleurs évident que les données apportées par le dernier recensement infirment toutes les allégations concernant une éventuelle disparition du monde agricole vénézuélien, allégations qui ne sont pas aussi rares qu'on pourrait le croire. En fait, dans un pays où la population est pourtant urbanisée à 85%, il n'y a jamais eu autant d'exploitations agricoles. Cette croissance se fait avant tout aux dépens des plus grandes propriétés, puisqu'il n'y a pas de croissance sensible du domaine approprié. Pour l'essentiel, elle n'est pas davantage le fruit de la paupérisation de petits producteurs s'accumulant sur place, faute d'autre alternative. Bien évidemment la pauvreté, voire la misère, demeurent très répandues dans les campagnes, en particulier parmi les travailleurs agricoles. Mais rappeler cela ne remet pas en cause, n'infirme pas la présence dans les campagnes vénézuéliennes de dynamiques productives nouvelles ou rénovées, à l'image de ce qui se passe actuellement dans les Andes pour les très petites propriétés, ou dans certaines régions des Llanos, pour des exploitations "moyennes" céréalières. La diminution relative de l'importance des grandes propriétés traditionnelles semble donc représenter la conséquence de transformations agraires qui, pour être silencieuses, n'en sont pas moins fondamentales.

⁵ Beaucoup répondaient lorsque des légumes leur étaient proposés pour leur alimentation : "¡no somos burros para comer monte!"...

⁶ Brito Figueroa F. - *Historia económica y social de Venezuela*, Univ. Central de Venezuela, Ed. de la Biblioteca, Caracas, 1978, tomo III, 2° ed.; p. 824.

⁷ Pour 1978, date de la réédition de l'ouvrage, l'auteur considère que s'il existe une légère diminution dans l'ampleur de la terre contrôlée par les latifundistes, les changements sont en réalité minimes : "no hay cambios estructurales en cuanto al dominio privado sobre la tierra, una de las condiciones naturales de producción". p. 826.